

19 JUN 2002

VERT MARINE
Société Anonyme
au capital de 480.000 Euros porté à 1.000.000 Euros
Siège social : 575, rue du Maréchal Juin
BOIS GUILLAUME (76230)

RCS ROUEN B 384 425 476

PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET
EXTRAORDINAIRE EN DATE DU 14 JUIN 2002

L'An Deux Mille Deux,
Et le Quatorze Juin, à Quatorze Heures Trente,

Les actionnaires de la Société se sont réunis en assemblée générale ordinaire et extraordinaire, au siège social, sur convocation faite par le Conseil d'Administration.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur Olivier LESIEUR, Commissaire aux Comptes, a été régulièrement convoqué.

Monsieur Thierry CHAIX préside la séance en sa qualité de Président du Conseil d'Administration.

Monsieur Jean-Pascal GLEIZES et Madame Martine JOURDAN, les deux actionnaires présents et acceptants, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Les représentants du Comité d'Entreprise ont été régulièrement convoqués.

Monsieur Paul CHAIX est choisi comme secrétaire.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent plus du tiers des actions ayant droit de vote.

En conséquence, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- les statuts de la société et le nouveau texte des statuts,
- la feuille de présence à l'assemblée,
- les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires ainsi que les formulaires de vote par correspondance,
- les copies des lettres de convocation,
- l'inventaire des valeurs actives et passives de la Société, le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 31 Décembre 2001,
- le rapport de gestion du Conseil d'administration,

AS A Q

- le tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices,
- les rapports des Commissaires aux Comptes,
- le texte des résolutions proposées à l'assemblée,
- les éléments de gestion prévisionnels.

Puis Monsieur le Président déclare que l'inventaire, les comptes annuels, le rapport de gestion du Conseil d'Administration, les rapports du Commissaire aux Comptes, ainsi que tous les autres documents et renseignements prévus par la loi et les règlements ont été tenus à la disposition des actionnaires, au siège social, à compter de la convocation de l'assemblée.

L'assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le Président rappelle ensuite que l'assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

1°) De la compétence de l'Assemblée Générale Ordinaire

- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2001,
- Quitus aux administrateurs,
- Affectation des résultats,
- Approbation des conventions visées à l'article 225-38 du Code de Commerce,
- Pouvoirs à donner,
- Questions diverses.

2°) De la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire

- Augmentation de capital d'une somme de 520.000 Euros pour le porter à la somme de 1.000.000 Euros par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte « Autres réserves »,
- Modification corrélative des statuts,
- Transformation de la société en Société par Actions Simplifiée,
- Pouvoirs à donner,
- Questions diverses.

Monsieur le Président donne lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration. Puis, il fait donner lecture des rapports du Commissaire aux Comptes.

Cette lecture terminée, Monsieur le Président ouvre la discussion.

Personne ne demandant la parole, Monsieur le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes annuels arrêtés à la date du 31 Décembre 2001 tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

[Handwritten signatures]

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice écoulé.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de 319.166 Euros de la manière suivante :

- Dotation à la réserve légale 58.589 E
- Au compte « Autres réserves » 260.577 E

Total égal au bénéfice de l'exercice.....319.166 E

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, il est rappelé qu'il n'a été distribué aucun dividende au titre des trois précédents exercices.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale approuve les opérations intervenues entre les administrateurs et la société au cours de l'exercice écoulé, telles qu'elles résultent du rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article 225-38 du Code de Commerce.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'effectuer les formalités légales de dépôt.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration, décide d'augmenter le capital social qui s'élève actuellement à Quatre Cent Quatre Vingt Mille (480.000) Euros, divisé en Deux Mille Cinq Cent (2.500) actions de Cent Quatre Vingt Douze (192) Euros chacune, de Cinq Cent Vingt Mille Euros (520.000) pour le porter à Un Million d'Euros (1.000.000) par incorporation de pareille somme prélevée sur le compte « Autres réserves ».

[Signature]

En représentation de cette augmentation de capital, la valeur nominale de chaque action actuellement existante sera portée de Cent Quatre Vingt Douze (192) Euros à Quatre Cent Euros (400).

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital décidée précédemment, de modifier ainsi qu'il suit les articles 6 et 7 des statuts :

ARTICLE 6 - APPORTS

1°) Lors de la constitution de la société en date du 5 février 1992, il a été apporté en numéraire une somme de cinquante mille francs (50.000) qui a été versée par les associés à la BANQUE NATIONALE DE PARIS (BNP) sise à ROUEN (76000) rue Jeanne d'Arc.

2°) Aux termes d'une assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire en date du 1^{er} mars 1995, il a été incorporé au capital une somme de deux cent mille francs (200.000) prélevée sur le poste « autres réserves ».

3°) Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 16 novembre 1995, il a été incorporé au capital une somme de sept cent cinquante mille francs (750.000) prélevée sur le poste « autres réserves ».

4°) Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 1999, il a été incorporé au capital une somme de un million six cent vingt trois mille huit cent vingt huit francs (1.623.828) prélevée sur le poste « autres réserves » et le capital a été exprimé en Euros, en retenant le taux légal de conversion, savoir 6.55957 francs pour 1 Euro.

5°) Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 30 novembre 2001, il a été incorporé au capital une somme de quatre vingt mille Euros (80.000 €) par incorporation de sommes prélevées à hauteur de Soixante Quatorze Mille Neuf Cent Quarante Sept Euros et Quatre Vingt Dix Centimes (74.947,90 Euros) sur la réserve spéciale de l'article 219 – I F du C.G.I. et à hauteur de Cinq Mille Cinquante Deux Euros et Dix Centimes (5.052,10 Euros) sur le compte « autres réserves ».

6°) Aux termes d'une assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 14 Juin 2002, il a été incorporé au capital une somme de Cinq Cent Vingt Mille Euros (520.000) prélevée sur le poste « autres réserves ».

De sorte qu'en définitive le capital s'élève à la somme de Un Million (1.000.000) Euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de Un Million Euros (1.000.000 €). Il est divisé en deux mille cinq cents (2.500) actions de Quatre Cent Euros (400 €) chacune de nominal, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire :

- après avoir constaté que tous les actionnaires sont présents ou représentés et que les conditions requises par l'article L 225-243 du Nouveau Code de Commerce sont réunies ;
- après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration et du rapport du Commissaire aux Comptes :

décide la transformation de la société en société par actions simplifiée à compter de ce jour, sans que cette transformation entraîne la création d'une personne morale nouvelle.

L'assemblée confirme en tant que de besoin les mandats de Monsieur Olivier LESIEUR et de Monsieur François CARTIER respectivement Commissaire aux Comptes titulaire et Commissaire aux Comptes suppléant.

L'assemblée générale extraordinaire, prend acte de la démission de Monsieur Thierry CHAIX, de Monsieur Jean-Pascal GLEIZES et de Monsieur Paul CHAIX de leurs fonctions d'administrateurs.

L'assemblée générale extraordinaire nomme, pour une durée illimitée, en qualité de Président de la société sous sa nouvelle forme Monsieur Thierry CHAIX demeurant à BOIS GUILLAUME (76230) – 463 rue de l'église, et Monsieur Jean-Pascal GLEIZES demeurant à LES BAUX SAINTE CROIX (27180) – 3, Impasse du domaine en qualité de Directeur Général.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Messieurs Thierry CHAIX et Jean-Pascal GLEIZES intervenant aux présentes déclarent respectivement accepter les fonctions qui viennent de leur être confiées.

HUITIEME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire, en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède et connaissance prise du projet de statuts de la société sous sa forme nouvelle de société par actions simplifiée, adopte lesdits statuts, dont le texte demeurera annexé au présent procès-verbal.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.



NEUVIEME RESOLUTION

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original ou d'une copie certifiée conforme des présentes à l'effet d'effectuer toutes les formalités légales de publicité et de dépôt.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, Monsieur le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès verbal qui, après lecture, a été signé par les membres du bureau.

Le Président

M. Thierry CHAIX

Don pour acceptation de l'actin

Les scrutateurs

M. Jean-Pascal GLEIZES

Don pour acceptation de fonctions

Le Secrétaire

M. Paul CHAIX

Madame Martine JOURDAN

VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A LA RECEITE
de ROUEN (Mairie de Ville)..... 25 JUIN 2002

17

17

356/1

72 €

REÇU

Dts D'ENREGI..... 230 €

Le Receveur Principal

19 JUL 2002

92B153

VERT MARINE
Société par actions simplifiée
au capital de 1.000.000 Euros
575, rue du Maréchal Juin
76230 BOIS GUILLAUME

RCS ROUEN B 384 425 476

STATUTS

La société a été constituée sous forme de société à responsabilité limitée, puis elle a été transformée en société anonyme par l'assemblée générale extraordinaire en date du 29 mars 1995.

Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires en date du 14 Juin 2002, la société a été transformée en société par actions simplifiée.

La société continue d'exister entre les propriétaires des actions représentatives du capital social énoncé ci-après et de celles qui pourront être créées ultérieurement.

TITRE I

FORME - DENOMINATION - SIEGE - OBJET - DUREE

ARTICLE 1 - Forme

La société est une Société par Actions Simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - Dénomination sociale

La dénomination sociale est :

" VERT MARINE "

Sur tous les actes et documents émanant de la société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - Siège social

Le siège social est fixé à :

BOIS GUILLAUME (76230) – 575, rue du Maréchal Juin.

Il peut être transféré par décision du *Président* qui est habilité à modifier les statuts en conséquence.

ARTICLE 4 - Objet

La société a pour objet, en FRANCE et dans tous pays :

- l'exploitation et la gestion de tous équipements sportifs, culturels, touristiques, de loisirs ou de remise en forme,
- l'exploitation de toutes activités de service de restauration et de cafétéria liée ou non à l'exploitation ou à la gestion de tous équipements et complexes sportifs, culturels, touristiques, de loisirs ou de remise en forme,
- la prestation de services, de conseils, de formations au niveau de la gestion d'une entreprise ou d'une structure sportive, culturelle, de tourisme, de loisirs ou de remise en forme, et de tous produits et services d'activités annexes,
- la recherche, la création, le développement, la promotion, la communication et la vente de tous produits et

A2960

P.C. 75 b d

services,

- la communication sous toutes ses formes.

Le tout directement ou indirectement pour son compte ou pour le compte de tiers, soit seule, soit avec des tiers, par voie de création de sociétés nouvelles, de commandite, de souscription, d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, de société en participation ou de prise en location ou en gérance, de tous biens et droits ou autrement.

Toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, et susceptible d'en favoriser le développement.

ARTICLE 5 - Durée

La société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de Quatre Vingt Dix Neuf ans qui a commencé à courir à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

TITRE II

APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 6 - Apports

1°) Lors de la constitution de la société en date du 5 février 1992, il a été apporté en numéraire une somme de cinquante mille francs (50.000) qui a été versée par les associés à la BANQUE NATIONALE DE PARIS (BNP) sise à ROUEN (76000) rue Jeanne d'Arc.

2°) Aux termes d'une assemblée générale mixte ordinaire et extraordinaire en date du 1^{er} mars 1995, il a été incorporé au capital une somme de deux cent mille francs (200.000) prélevée sur le poste « autres réserves ».

3°) Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 16 novembre 1995, il a été incorporé au capital une somme de sept cent cinquante mille francs (750.000) prélevée sur le poste « autres réserves ».

4°) Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 31 décembre 1999, il a été incorporé au capital une somme de un million six cent vingt trois mille huit cent vingt huit francs (1.623.828) prélevée sur le poste « autres réserves » et le capital a été exprimé en Euros, en retenant le taux légal de conversion, savoir 6.55957 francs pour 1 Euro.

5°) Aux termes d'une assemblée générale extraordinaire en date du 30 novembre 2001, il a été incorporé au capital une somme de quatre vingt mille Euros (80.000 €) par incorporation de sommes prélevées à hauteur de Soixante Quatorze Mille Neuf Cent Quarante Sept Euros et Quatre Vingt Dix Centimes (74.947,90 Euros) sur la réserve spéciale de l'article 219 – I F du C.G.I. et à hauteur de Cinq Mille Cinquante Deux Euros et Dix Centimes (5.052,10 Euros) sur le compte « autres réserves ».

6°) Aux termes d'une assemblée générale ordinaire et extraordinaire en date du 14 Juin 2002, il a été incorporé au capital une somme de Cinq Cent Vingt Mille Euros (520.000) prélevée sur le poste « autres réserves ».

De sorte qu'en définitive, le montant total des apports s'élève à Un Million d'Euros correspondant au montant du capital social énoncé ci-après.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de Un Million Euros (1.000.000 €). Il est divisé en deux mille cinq cents (2.500) actions de Quatre Cents Euros (400 €) chacune de nominal, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

P.C. 15 6 4

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant sur le rapport du *Président*.

Les associés peuvent déléguer au *Président* les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la Loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la Loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS - EXCLUSION D'ASSOCIES

ARTICLE 11 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

Cession : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuite entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

Action ou Valeur mobilière : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

P.e. 15 6 4

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 12 - Agrément

1. Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; les actions du cédant n'étant pas prises en compte pour le calcul de cette majorité.
2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au *Président* de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le *Président* aux associés.
3. Le *Président* dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.
4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.
5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les Quinze (15) jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.
6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 13 - Modifications dans le contrôle d'un associé

1. En cas de modification au sens de l'article L 355-1 de la Loi du 24 juillet 1966 du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au *Président* dans un délai de *Huit (8)* jours du changement de contrôle. Cette notification doit préciser la date du changement de contrôle et toutes informations sur le ou les nouveaux contrôleurs.

Si cette procédure n'est pas respectée, la société associée dont le contrôle est modifié pourra être exclue de la Société dans les conditions prévues à l'article "14 (*Article Exclusion d'un associé*)".

2. Dans le délai de huit (8) jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la société peut mettre en oeuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article "14". Si la société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions ci-dessus s'appliquent à la société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une opération de fusion, de scission ou de dissolution.

ARTICLE 14 - Exclusion d'un associé

Exclusion de plein droit

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé.

Exclusion facultative

P.e 15 6 2

Cas d'exclusion

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société dans le cadre d'un détournement de clientèle;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;
- changement de contrôle d'une société actionnaire.

Modalités de la décision d'exclusion

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée ne participe pas au vote et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du *Président* ; si le *Président* est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Formalités de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- notification à l'associé concerné par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée Huit (8) jours avant la date prévue pour la réunion de la collectivité des associés, de la mesure d'exclusion envisagée, des motifs de cette mesure et de la date de la réunion devant statuer sur l'exclusion ; cette notification devant également être adressée à tous les autres associés ;
- convocation de l'associé concerné à une réunion préalable des associés tenue au plus tard Huit (8) jours avant la date prévue pour la consultation des associés sur la décision d'exclusion afin de lui permettre de présenter ses observations et de faire valoir ses arguments en défense soit par lui-même, soit par l'intermédiaire de son ou de ses représentants légaux.

Prise d'effet de la décision d'exclusion

La décision d'exclusion, qui peut être prise tant en présence qu'en l'absence de l'associé concerné, prend effet à compter de son prononcé. Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application "*des clauses d'agrément et de préemption* prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du *Président*.

Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les *Trente (30)* jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 15 - Nullité des cessions d'actions

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles "*12 et 13*" des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

P.C. 15 + 2

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 16 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le premier Président de la Société est désigné aux termes des présents statuts. Le Président est ensuite désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Durée des fonctions

Le Président est nommé *sans limitation de durée*.

=> Révocation pour motifs graves à l'unanimité des associés

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave. Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président. Toute révocation intervenant sans qu'un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

=> Révocation ad nutum

Le Président peut être révoqué à tout moment, sans qu'il soit besoin d'un juste motif, par décision collective des associés prise à l'initiative d'un ou plusieurs associés réunissant au moins les deux tiers du capital et des droits de vote de la Société et statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. Cette révocation n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Rémunération

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

"Enumérer les limitations de pouvoirs ; à titre d'exemples

- Acquisition ou cession de fonds de commerce ou d'élément de fonds de commerce ;
- Prise ou mise en location-gérance de fonds de commerce ;
- Acquisition et cession de participations ;
- Octroi de garanties sur l'actif social ;
- Abandon de créances.

P.C. NT b d

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 17 - Directeur Général

Désignation

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article "18" des statuts.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président.

Il est précisé que la société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 18 - Conventions entre la société et ses dirigeants

Toute convention, autre que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenant entre la société et l'un des membres de ses organes de direction, directement ou par personne interposée, ou entre la Société et une autre société ou entreprise dans laquelle l'un des membres des organes de direction est titulaire d'un mandat social doit être portée à la connaissance des commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

P.C. 17 f 4

Les commissaires aux comptes présentent aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

ARTICLE 19 - Commissaires aux comptes

La collectivité des associés désigne, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la Loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

ARTICLE 20 - Représentation sociale

Les délégués du Comité d'entreprise exercent les droits prévus par l'article L 432-6 du Code du travail auprès du *Président*.

TITRE V DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 21 - Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- modification du capital social : augmentation, amortissement et réduction ;
- fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- dissolution ;
- nomination des commissaires aux comptes ;
- nomination, rémunération, révocation *du Président* ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ;
- modification des statuts, sauf transfert du siège social ;
- nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- agrément des cessions d'actions ;
- exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote.
- autorisation des décisions du *Président* visées à l'article "16" des présents statuts.

ARTICLE 22 - Règles de majorité

Les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés ;
- la prorogation de la Société ;
- la révocation du *Président*.

ARTICLE 23 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative *du Président*.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés.

P.C. 15 f 2

Pendant la période de liquidation de la société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.

ARTICLE 24 - Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du *Président* au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite Huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article "25" ci-après.

ARTICLE 25 - Procès-verbaux des décisions collectives

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 26 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la Loi sur le ou les rapports du *Président* et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés *Huit (8) jours* avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du *Président* et des rapports des commissaires au comptes.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

P.C. 15 6 Q

TITRE VI

EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 27 - Exercice social

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 28 - Etablissement et Approbation des comptes annuels

Le *Président* établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 29 - Affectation et répartition des résultats

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le *Président*, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 30 - Dissolution - Liquidation de la société

La société est dissoute dans les cas prévus par la Loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions .

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

P.C. *[Signature]* *[Signature]* *[Signature]* *[Signature]*

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 31 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises à l'arbitrage.

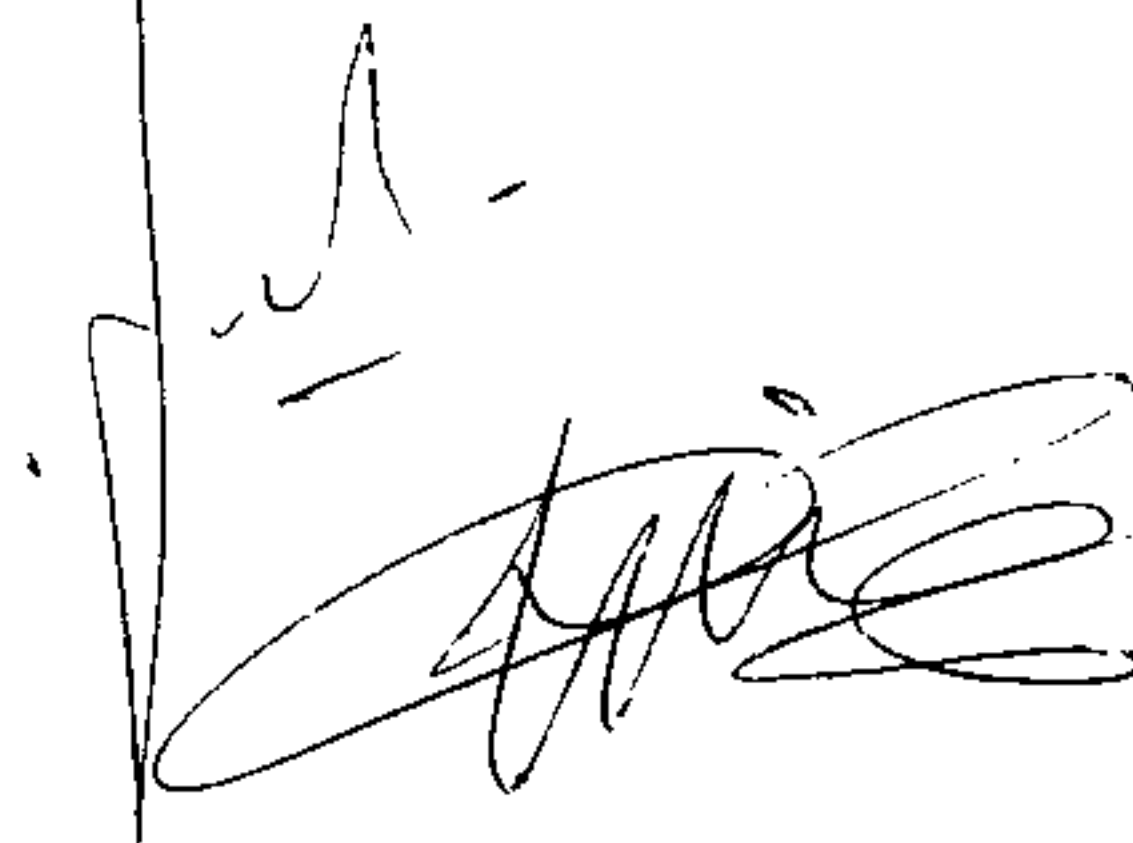
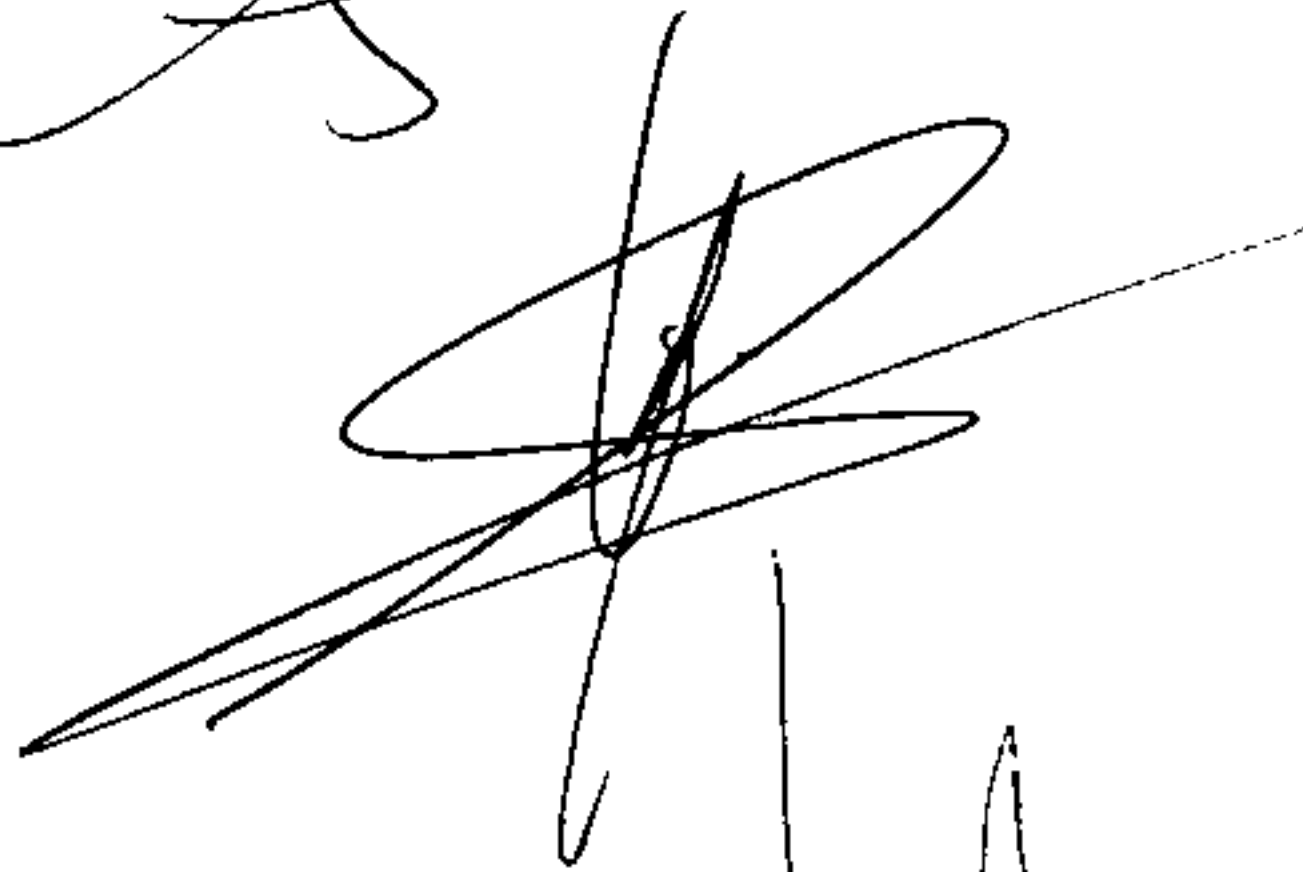
A défaut d'accord sur la désignation d'un arbitre unique, chacune des parties devra nommer, dans les quinze jours de la constatation de leur désaccord sur ce choix, un arbitre et notifier cette désignation par lettre recommandée avec demande d'avis de réception aux autres parties.

Les arbitres ainsi désignés doivent choisir un tiers arbitre.

A défaut d'accord sur cette désignation, il y sera procédé par voie d'ordonnance du Président du tribunal de commerce du lieu du siège social, saisi comme en matière de référé par une des parties ou un arbitre.

Les arbitres ainsi désignés statuent comme amiables compositeurs et en dernier ressort.

copie conforme



226433



Inscrite au tableau de l'Ordre
des experts-comptables de Rouen et à la
Compagnie des Commissaires
aux Comptes auprès de la Cour
d'Appel de Rouen

19 JUL 2004

Hamoum

Karima

A2260

Parc d'Activités Bertel 27 B - 355, rue Victor Hugo - 76300 Sotteville-lès-Rouen

Tél. : 02 35 62 07 26 - Fax : 02 32 81 95 59 - e.mail : k_hamoum@yahoo.fr

Siret : 433 450 392 00025

**Rapport du commissaire
à la transformation
sur la transformation de la
SA VERT MARINE
en société par actions
simplifiées pluripersonnelles**



Inscrite au tableau de l'Ordre
des experts-comptables de Rouen et à la
Compagnie des Commissaires
aux Comptes auprès de la Cour
d'Appel de Rouen

SA
VERT MARINE
Au capital de 480 000 euros
575, rue du Maréchal Juin
76230 BOIS GUILLAUME

29 mai 2002
SA VERT MARINE
Rapport du commissaire aux comptes sur la transformation
De la société en société par actions simplifiées pluripersonnelles

Messieurs,

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-3 du Nouveau Code du Commerce, je dois vous présenter mon rapport sur les conditions de la transformation et sur la situation de la société.

Les conditions requises pour la nouvelle forme de société sont les suivantes :

- ✓ La société a plus de deux ans d'existence,
- ✓ Le capital social doit être supérieur à 37 000 Euros,
- ✓ Les actions doivent être nominatives,
- ✓ La société ne doit pas faire publiquement appel à l'épargne.

Votre société remplit ces conditions, son capital social s'élevant à 480 000 Euros et le montant des capitaux propres est au moins égal au montant du capital social.

Par ailleurs, j'ai constaté que la situation nette de la société s'élevait au 31 décembre 2001 à 1 073 385 Euros.

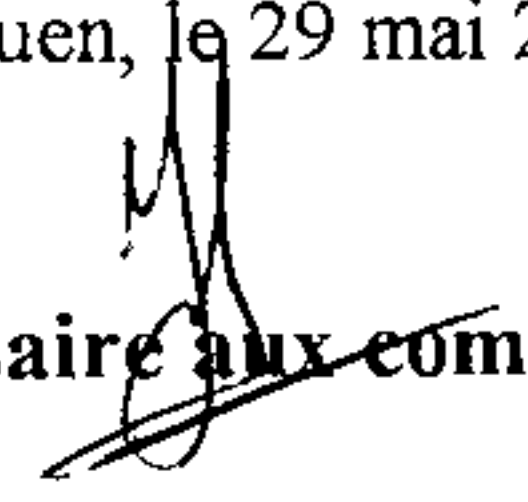
SA VERT MARINE
Rapport du commissaire aux comptes sur la transformation
De la société en société par actions simplifiées pluripersonnelles

Je me suis assurée en mettant en oeuvre les diligences relevant de l'examen limité, complétées de contrôles particuliers sur la base des comptes annuels du 31 décembre 2001, que les événements intervenus du 31 décembre à ce jour n'étaient pas de nature à remettre en cause de façon significative cette situation.

Dans le cadre de la transformation envisagée, la situation de votre société, telle qu'elle est analysée ci-dessus, n'appelle pas d'observation de ma part, en particulier au regard de la continuité d'exploitation.

Par conséquent, l'ensemble des conditions exigées par la loi étant rempli, rien ne s'oppose à mon avis à la transformation de votre société sous la forme de société par actions simplifiées.

Rouen, le 29 mai 2002


Le Commissaire aux comptes

Karima HAMOUM